

La langue de travail : l'incidence des enclaves linguistiques sur l'intégration économique des immigrants

Monica Boyd
University of Toronto

Septembre 2009

Résumé

Cet article examine le rôle que jouent les enclaves linguistiques dans l'intégration économique des immigrants au Canada. « Enclaves linguistiques », se définit par les groupes de personnes qui sont semblables sur le plan des langues utilisées au travail. Nous produisons une classification des principaux types d'enclaves linguistiques en cinq catégories, fondée sur les réponses à deux questions du Recensement de la population du Canada de 2006 portant sur la langue utilisée le plus souvent au travail et la ou les langues utilisées régulièrement au travail. Les grandes questions posées sont les suivantes : 1) Quels facteurs influencent la probabilité d'emploi dans les enclaves linguistiques? et 2) Quelle incidence le fait de travailler dans une enclave linguistique a-t-il sur les gains? Pour répondre à ces questions, nous examinons l'intégration économique des immigrants allophones hommes et femmes âgés de 26 à 64 ans qui occupaient un emploi en 2005 ou en 2006 et qui faisaient partie du Recensement de la population du Canada de 2006. L'enquête démontre que les niveaux d'exigences linguistiques sont des facteurs importants pour déterminer le type d'enclaves linguistiques dans lesquelles se trouvent les personnes qui occupent un emploi. Mieux, la langue de travail réduit considérablement l'incidence observée des exigences linguistiques sur les gains. Les modèles de détermination des salaires confirment également que les enclaves linguistiques conditionnent la rémunération hebdomadaire; les immigrants allophones qui utilisent d'autres langues que les langues officielles au travail ont des salaires moins élevés que les personnes dont la langue de travail est uniquement l'anglais.

Code JEL : J31, J24

Mots clés : travailleurs immigrants; salaires; enclaves; exigences linguistiques; langue de travail.

Le projet a été financé par le Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences (RCCMTC). L'auteure remercie Lisa Kaida, son assistante de recherche pour le projet. L'analyse des données du recensement de 2006 est rendue possible grâce au financement conjoint de l'université, du CRSH et de Statistique Canada, qui a été versé aux Centres de données de recherche, et à la disponibilité des fichiers du recensement au Centre de données de recherche de l'University of Toronto.